

Le Cercle
des

Actes
des **Rencontres**
Économiques
d'Aix-en-Provence 2010

économistes

*À la recherche de la
nouvelle croissance*

In Search of New Growth



www.lecercladeseconomistes.asso.fr

Sommaire

Avant-propos	J.-H. Lorenzi	9
Introduction		
Cinéma et entreprise	L. BESSON	11
Ouverture		
La croissance au cours des deux derniers siècles, ruptures ou continuité ?		
La croissance : quelles lignes de force à la lumière de la crise ? ..	CH. DE BOISSIEU	18
Où nous situons-nous dans le cycle long ?	CH. STOFFAËS	24
Un grand plan d'investissement	A. JUPPÉ	28
L'Histoire peut-elle fournir des solutions à la crise ?	M. LÉVY-LEBOYER	33
L'Occident et la compétition multipolaire	H. VÉDRINE	39
<i>The Need for World Governance</i>	M. IBRAHIM	43
Les PME et la croissance	Y. COSTES	46
I. Les années à venir, croissance ou décroissance ?		
Quelles nouvelles formes de croissance pouvons-nous susciter ?	J.-M. CHEVALIER	50
<i>Growth and Decline for the Years to Come</i>	R. DE RATO FIGAREDO	54
<i>Are we Going to be the Titanic of the Global Economy ?</i>	J. M. FIGUERES	61
L'énergie, secteur de croissance et de compétitivité	A. LAUVERGEON	64
L'avenir du train	PH. MELLIER	66
Un fonds stratégique d'investissement peut-il et doit-il infléchir la structure de la croissance ?	G. MICHEL	69
<i>A Way to Square the Policy Circle</i>	L. TYSON	72
II. Les années à venir, conflit ou coopération ?		
Que nous annonce le monde qui vient ?	J. MISTRAL	78
Zone euro : priorité aux problèmes institutionnels	J.-D. LAFAY	83
Les trois bienfaits de la crise	R. LAVAGNA	89
<i>A World on Fire</i>	A. CHUA	91
Le droit et la coopération à venir	S. BREYER	94
<i>What are the Energy Ways to the Future?</i>	B. JUDGE	99
C'est le bouquet !	CH. DE MARGERIE	103
La Chine d'une Exposition universelle à l'autre	MA SHE	106
<i>Setting the Problems of Global Future Growth</i>	Y. OKAMOTO	108
« Tâtons les pierres pour traverser la rivière »	A. CHIENG	112

Débat

La nouvelle croissance	J. ATTALI ET PH. TRAINAR	115
Décliner la nouvelle croissance : entre marchés et économistes	PH. TRAINAR	128

III. Comment l'Europe va-t-elle sortir de la stagnation ?

L'Europe à la traîne de la reprise mondiale ?	A. BÉNASSY-QUÉRÉ	136
Sauver le tissu industriel européen	L. GALLOIS	138
Transition vers <i>un new deal</i> européen	PH. HERZOG	142
Pour une stratégie de croissance de l'Union européenne ...	M. DAUDERSTÄDT	146
<i>The Tricky Issue of Fiscal Policy Rules in Europe</i>	M. DABROWSKI	150
Le droit aurait-il une place dans la « nouvelle croissance » ?	L. DONNEDIEU DE VABRES	152
<i>About the Current Euro Zone Crisis</i>	J. KAY	159

IV. Institutions, confiance et croissance

Qualité des institutions et diversité des trajectoires de croissance	P. JACQUET	164
L'impossible coordination des stratégies de croissance en Europe : une affaire d'hétérogénéité institutionnelle	J.-P. POLLIN	169
Les trois rôles de l'État : investisseur, régulateur et redistributeur	PH. AGHION	177
Institutions et croissance économique : le cas de la République dominicaine	J. T. MONTAS	180
Comment sortir du piège de la pauvreté ?	S. M. O. BOUBACAR	184
Réformer les institutions pour plus d'égalité et d'équité	Y. SABEG	191
<i>Tax Hikes are Good, Cutbacks are Bad</i>	B. ROTHSTEIN	193
Des caractéristiques institutionnelles pour favoriser la croissance ?	G. TERRIER	196
L'Apiculteur et l'État, conte béninois	L. ZINSOU	201
Le modèle chinois : trente ans de pragmatisme	YAN LAN	204

V. Les pays développés peuvent-ils rester leaders de l'innovation ?

Le club des pays innovateurs a déjà débordé l'OCDE	L. FONTAGNÉ	208
<i>Can Developed Countries Remain the Leaders in Innovation?</i> ...	R. KOOPMAN	216
Il est minuit moins quelques secondes	L. APOTHEKER	220
<i>Innovation by Design and not by Default</i>	D. PURI	224
<i>How to Create an "Innovation Ecosystem"</i>	J. W. THOMSON	228
Favoriser la diffusion de l'innovation	P.-A. DE CHALENDAR	231
Les pays développés ne resteront pas leaders de l'innovation ...	CH. LAJOUX	234
Reprendre l'initiative	D. LOMBARD	238
<i>The Innovation Race is Going into Overdrive</i>	R. OBERMANN	241

VI. Quelles nouvelles formes de financement pour une nouvelle croissance ?

Les effets nocifs des nouvelles régulations prudentielles sur la croissance : attention aux illusions d'optique	A. CARTAPANIS	246
Quels financements substituer au crédit immobilier	A. BRENDER	250
Créer un fonds vert européen	M. AGLIETTA	253
Le <i>New Deal</i> des PPP 2.0 au service de la croissance	B. ANGLES	257
<i>The Role of Development Banks for Growth in Emerging Economies</i>	L. COUTINHO	263
Attention aux effets secondaires des nouvelles normes	J.-H. DAVID	267
<i>For an Incentive-Based Economy</i>	M. BIN ESSA AL-KHALIFA	270
L'expérience brésilienne	J. LEVY	272
<i>Believe in the Next Generation!</i>	T. H. MATTHEWS	275
<i>Investing in Infrastructures</i>	H. WATANABE	279

Débat

Quelle nouvelle croissance ?	H. DE CASTRIES ET P. ARTUS	283
La croissance durable est-elle compatible avec une économie de « qualité ? »	P. ARTUS	293

VII. Le monde après Copenhague

Les économies de l'innovation dans le monde post-Copenhague	CH. SAINT-ETIENNE	304
Articuler stratégie et justice dans les négociations climatiques internationales	A. TRANNOY	309
L'obscurantisme augmente	E. ORSENNA	314
Ne pas confondre débat scientifique et débat médiatique	É. BARD	316
<i>Climate Change Dilemmas for Europe</i>	U. LUTERBACHER	319
L'après-Copenhague : une opportunité aussi pour l'Europe	P. GADONNEIX	329
Le développement durable crée une nouvelle éthique	S. VILLEPELET	333
<i>From B.D.C. to A.C.</i>	J. M. FIGUERES	337
Agir efficacement avant les effets irréversibles d'une crise climatique	B. BENSASSON	340

VIII. La France est-elle préparée à une nouvelle croissance ?

La France est condamnée à accroître son potentiel de croissance	L. BOONE	344
Investir d'un côté, acheter des rentes de l'autre : une voie fermée	É. COHEN	350
L'emploi en France après la crise	M. DURAND	354
L'argent est là !	A. LÉVY-LANG	358

Renforcer la productivité des services pour développer la croissance en France	E. LABAYE	360
Quel est le rôle du FSI dans le financement de la croissance ? ...	P. BARBIZET	363
Le social pour sortir de la crise ?	Y. BAROU	366
Encourager les liens intergénérationnels	J.-P. WIEDMER	373
La « bien-traitance », source d'emplois	R.-M. VAN LERBERGHE	375
IX. Les nouveaux business modèles		
Opportunités de développement	A. PERROT	382
Les nouveaux business modèles des industries culturelles : incertitudes et hésitations	F. BENHAMOU	385
La gratuité n'existe pas	P. RAOUL-DUVAL	390
Internet : de l'adolescence à l'âge adulte	C. D'ASARO BIONDO	393
Trois nouveaux <i>business models</i>	PH. BOURGUIGNON	396
Comment survivre aux nouveaux <i>business models</i> ?	F. DANGÉARD	399
Le consulting <i>new age</i>	P. LASRY	404
Innover n'est pas inventer	E. LE BOULCHÉ	407
X. Jusqu'où les limites d'un monde numérique ?		
Les limites d'un monde numérique	D. ROUX	416
La révolution numérique : faux dangers, véritables opportunités	D. THESMAR	418
Le paradoxe du physicien	J. THERME	423
Du numérique au cinéma	CH. GUILLON	426
Les mutations numériques à La Poste	J.-P. BAILLY	430
Les banques et le numérique	R. WEBER	433
<i>The Limits of the Digital World</i>	S. PITRODA	436
Le temps de la valorisation est venu	M. COMBES	439
L'économie pollen : croissance ou métamorphose ?	PH. LEMOINE	443
Débat		
Peut-on parler de sortie de crise ?	CH. LAGARDE, ST. GREEN ET O. PASTRÉ	446
La crise financière : l'échec du G20	O. PASTRÉ	457
XI. La finance mondiale, avons-nous changé quelque chose ?		
Le débat est ouvert	B. JACQUILLAT	464
Après les antipyrétiques et les antidépresseurs, voici venir les anti-arythmiques	C. LUBOCHINSKY	467
<i>Improvement of Financial Plumbing won't be Enough</i>	A. SHLEIFER	472
<i>Structural Changes are Required</i>	R. AL MARAJ	476

Après le temps des mesures d'urgence, le temps de la régulation	M. BARNIER	478
Intégrité, stabilité et liquidité des marchés d'actions de la zone euro	D. CERUTTI	482
Pour un pari moins pessimiste	H.-H. KOTZ	486
Nous n'avons rien changé à la finance mondiale	É. LOMBARD	489
Une crise de la régulation... et du marché	P. MARIANI	495
Contrôler sans casser	Ch. NOYER	498
Solvabilité II fragilise les perspectives de sortie de crise	J. AZÉMA	501
XII. Le monde d'après-crise : nouvelles tensions, nouveaux ressorts, nouvelles régulations		
Redonner du sens au progrès	J.-M. CHARPIN	506
<i>After the Great Recession: Three Principles for the Next Economy</i>	R. B. REICH	510
<i>New Shifts and Challenges</i>	D. BARTON	513
La fin du <i>deal</i> entre les cigales et les fourmis	M. CICUREL	517
Le ciment et les émergents	B. LAFONT	521
Tout ira bien en 2025 !	A. DE ROMANET	524
<i>The « Green Growth Paradigm »</i>	S. J. KIM	529
XIII. L'économie monde, les défis de la coordination		
<i>Is G20 Economic Coordination already</i> Passé?	J. PISANI-FERRY	534
Les nouveaux défis du G20	B. CŒURÉ	540
Comment noter le G20 ?	P. LAMY	543
<i>Reflections on the 2008-09 Financial Crisis</i>	R. MOHAN	547
<i>Coordination, a Challenge for Europe</i>	M. MONTI	551
<i>The G20 Process, a Permanent International Organisation?</i>	Y. C. PARK	554
<i>Not One but Three Crises</i>	S. PINHEIRO GUIMARAES	557
<i>From the Frying Pan into the Fire?</i>	N. ROUBINI	559
Des réformes structurelles majeures sont nécessaires, au niveau européen et au niveau mondial	J.-CL. TRICHET	564
Déclaration finale		569
Final Statement		582
Index alphabétique des auteurs		594

Pour une stratégie de croissance de l'Union européenne

Michael Dauderstädt
Fondation Friedrich Ebert

L'Europe n'est pas condamnée à la stagnation. Mais la croissance requiert des efforts tant du côté de l'offre que de la demande. Or, la stratégie de croissance de l'Union européenne a été jusqu'à peu presque entièrement centrée sur l'offre. La stratégie de Lisbonne consistait essentiellement en politiques de l'offre, destinées entre autre à augmenter l'offre de travail, en particulier des femmes, des jeunes et des seniors, à améliorer l'employabilité ou à encourager des attitudes entrepreneuriales. Cette approche était peu appropriée à une époque où l'Europe connaissait un chômage élevé et persistant et a d'ailleurs rencontré peu de succès. Le but général visé était la compétitivité, « dangereuse obsession » selon les mots de Paul Krugman – surtout pour les très grandes économies telles que l'Union européenne ou la zone euro.

Malheureusement, l'Union européenne et certains États-membres, en particulier l'Allemagne, continuent d'être obsédés par la compétitivité. La croissance ne leur semble possible que par la réalisation d'excédents commerciaux. Ils négligent le fait qu'une telle stratégie implique que d'autres pays soient prêts à accepter des déficits commerciaux d'une ampleur équivalente. Pendant les années qui ont précédé la crise financière, les marchés de capitaux étaient capables et même désireux de financer les déficits et les déséquilibres sur lesquels repose inévitablement ce modèle de croissance. Mais avec la soudaine prise de conscience des risques encourus,

le financement est devenu plus cher, plus lent, voire s'est arrêté, et la croissance s'est du coup effondrée.

L'école de pensée traditionnelle, qui domine toujours en Allemagne et à la Commission européenne, considère que la crédibilité des pays endettés et déficitaires ne peut être restaurée qu'au prix d'efforts accrus du côté de l'offre. Certes, des mesures de ce type peuvent être justifiées mais des distinctions s'imposent. D'un côté, les réductions de dépenses destinées à diminuer le déficit et la dette, nuisent, au moins à court terme, à la croissance globale par leur effet négatif sur le revenu d'autres secteurs et/ou d'autres pays. Une baisse des salaires nominaux diminuerait également les recettes fiscales et rendrait la réduction du déficit plus difficile. En revanche, des mesures destinées à réorienter les structures de production vers l'exportation ou à améliorer la productivité dans les pays déficitaires restaureraient la croissance.

Tant que les pays et secteurs créditeurs ne seront pas prêts à dépenser davantage sur les biens et services offerts par les pays déficitaires, toutes les politiques mises en place chez ces derniers seront vaines. Miser sur une baisse du prix des biens et services dans les économies endettées n'est qu'une stratégie de second rang. Une telle baisse, surtout si elle est liée à une baisse du prix des facteurs de production (salaires et profits) plutôt qu'à une hausse de la productivité, aura d'abord un effet prix, à savoir une réduction du revenu national et de la capacité de remboursement, avant que l'on puisse espérer que l'augmentation des bénéfices commence à jouer en sens inverse. La solution optimale serait que les créditeurs achètent davantage aux débiteurs, à des prix similaires voire plus élevés : cette stratégie assurerait leur croissance en augmentant le revenu nominal de tous.

Comment faire ?

Afin d'atteindre ce but, le revenu - et éventuellement la richesse - doit être redistribué au sein des pays créditeurs vers des pays et secteurs prêts à dépenser plus et à épargner moins, à savoir, en général, l'État, les ménages les plus pauvres et les entreprises.

Compte tenu de leur niveau d'endettement, le gouvernement et les ménages les plus pauvres ne peuvent pas dépenser plus que ce qu'ils gagnent ni s'endetter davantage alors que les entreprises peuvent obtenir des crédits pour financer de nouveaux investissements. C'est pourquoi les taxes et les salaires doivent augmenter afin d'alimenter le revenu du secteur public et des ménages les plus pauvres. Cela augmenterait également les coûts et les prix des biens

et services des économies créditrices et restaurerait ainsi la compétitivité des économies endettées sans diminuer leur revenu nominal.

Quel rôle pour l'Allemagne ?

L'Allemagne est le plus pays le plus excédentaire de l'Union, elle a donc un rôle clé à jouer dans la mise en place de cette nouvelle stratégie de croissance. C'est essentiellement elle qui doit augmenter sa demande et commencer à dépenser plus en importations en provenance des économies endettées qu'elle ne gagne du fait de ses exportations vers ces mêmes pays. La solution la plus simple bien qu'hérétique pour la plupart des Allemands, et en particulier pour les économistes et hommes politiques, passerait par une appréciation réelle à travers une inflation plus élevée (croissance accélérée des salaires). Cette option présenterait en plus l'avantage d'augmenter le revenu fiscal de l'État allemand qui, même s'il est moins endetté que ses voisins, l'est tout de même et fortement. La réduction du déficit public est moins urgente en Allemagne que dans d'autres pays mais néanmoins souhaitable puisque la dette publique réduit la capacité de l'État à offrir les biens collectifs et services que la société réclame et dont les ménages les plus pauvres ont besoin. Mais le secteur public devrait être largement financé par l'impôt plutôt que par un endettement sans cesse croissant.

...et pour l'Europe ?

L'Europe devrait mettre en place un nouveau modèle de croissance européen soutenu par une coordination commune. Idéalement l'Europe devrait pouvoir, en cas de nécessité, lever des impôts et emprunter de l'argent sur les marchés de capitaux. Mais cela suppose de modifier les traités, ce qui est hautement improbable compte tenu des difficultés rencontrées pour l'adoption du traité de Lisbonne. Cependant des changements positifs ont vu le jour à la faveur de la crise : l'établissement d'un fonds de sauvetage et une nouvelle politique monétaire de la BCE (avec achat d'obligations gouvernementales, par exemple). Une politique monétaire plus souple serait un appui important pour les ajustements nécessaires au sein de la zone euro. Cela permettrait de réduire les différentiels de coûts unitaires du travail sans recourir à la baisse si problématique des salaires nominaux. L'Europe connaîtrait une inflation légèrement supérieure, de l'ordre de 4 %, ce qui réduirait *de facto* le ratio de la dette publique. Si, de surcroît, l'euro baissait, les exportateurs en bénéficieraient, tant dans les économies endettées que dans celles en excédent.

L'Union européenne pourrait et devrait inciter les États-membres à adopter de manière symétrique des politiques coordonnées en stigmatisant

les politiques trop laxistes des États débiteurs autant que les politiques inutilement restrictives des États excédentaires. La France et l'Allemagne qui incarnent des approches de politiques économiques sensiblement différentes seraient bien placées pour promouvoir cette nouvelle approche. Malheureusement ce serait à l'Allemagne d'accepter de nouvelles règles. Le gouvernement allemand conservateur actuel ne semble guère enclin à assumer pleinement ses responsabilités européennes.